

## **Les professeurs ne sont pas des sergents recruteurs, Nos élèves ne sont pas de la chair à canon.**

Emmanuel Macron et ses complices qu'ils soient au gouvernement ou dans les grandes entreprises s'enfoncent chaque jour davantage dans une logique belliciste, cherchant à entraîner le pays et la jeunesse derrière eux. Le budget actuellement soumis à la discussion au parlement prévoit une augmentation substantielle du budget de la défense qui, pour la première fois, serait supérieur à celui de l'éducation nationale.

Il y a quelques semaines, le Chef d'État-major des armées, s'est adressé au congrès des maires de France pour leur demander, «*de préparer la population aux futurs conflits, devant une situation internationale qui se dégrade, pour que le pays soit prêt d'ici 3-4 ans et qu'il ait la force d'âme d'accepter le risque de perdre ses enfants, de souffrir économiquement*». Quelques jours plus tard, E. Macron se prononçait pour la mise en place d'un service militaire volontaire (- pour le moment -?), dont le coût est estimé à 2 milliards d'Euros pour l'année 2026.

Ce service militaire s'inscrit dans une volonté affichée de militarisation de la jeunesse. Il prolonge la rhétorique martiale du « réarmement » et promeut une logique de développement des liens armée jeunesse pour développer « l'esprit de défense ». Le 4 décembre dernier au Conseil supérieur de l'Education, le ministre de l'éducation déclarait : «*les classes défense ... font appel à une destinée commune ..., le service national permet à des jeunes de se familiariser avec l'armée et de devenir réservistes. C'est une bonne chose*». Rappelons qu'il y a actuellement en France plus de 900 classes défenses, dont 25 à Paris, qui ont pour but de nouer des partenariats entre des établissements scolaires et les forces de défense afin «*d'acculturer les jeunes à la défense*», comme le propose le guide publié par l'Education nationale en novembre 2025.

Des enseignant.es ont reçu il y a quelques jours cette proposition de formation de la part du rectorat de Paris : «*l'EAFC propose aux enseignants de découvrir les enjeux contemporains de défense en rencontrant un des acteurs de l'économie de défense sur la scène mondiale : le groupe Thalès. A travers une visite du showroom d'un des sites de l'entreprise situé à Gennevilliers et différentes interventions de collaborateurs de différents services, les enseignants seront invités à réfléchir au lien école-entreprise à travers la pédagogie de projet, à l'accompagnement de l'orientation des élèves et l'éducation à la défense.*» Rappelons que Thalès, dont le principal actionnaire est l'Etat français, a vendu, selon le site Disclose (média indépendant), des pièces d'armement destinées aux drones de combat de l'armée israélienne.

L'école devient donc un espace d'enrôlement et d'embigadement de la jeunesse. Ce n'est pas ainsi que l'on forme des citoyens responsables, éclairés et critiques, surtout en prévoyant de supprimer 4000 postes de plus dans le prochain budget.

**L'intersyndicale (SNES-FSU, SNFOLC, SUD Education, CGT Educ'action) de la cité scolaire voltaire 75011, réaffirme son refus de la propagande guerrière à l'école et son opposition totale à l'objectif avoué de se préparer à envoyer nos élèves se faire massacrer !** En Allemagne, 50 000 lycéens ont manifesté contre le rétablissement du service militaire. A Grenoble des lycéens se sont mobilisés contre la présence de la gendarmerie dans leur établissement. **L'Intersyndicale rappelle qu'elle se trouvera aux côtés de tous ceux qui se mobilisent contre cette escalade guerrière.**

**L'intersyndicale appelle les personnels à construire la résistance à la mise en place de ce service militaire, à ne pas participer aux dispositifs destinés à faire pénétrer l'armée dans les écoles. Elle exige la suppression de ces formations, du guide « Acculturer les jeunes à la défense », et la suppression des dispositifs classes défense.**

**DU FRIC POUR L'ECOLE PUBLIQUE ! PAS POUR LES RICHES NI POUR LEUR GUERRE !**